

i.A.22.14.7.3.-ČB/BRS

Bern, den 11. Dezember 1989

VERTRAULICHInformations hebdomadaires 50/89

<u>Index:</u>	<u>Page</u>
1) Suppression de l'armée: votation du 26 novembre	2
2) Réunion du Comité d'Aide au Développement de l'OCDE, Paris, 4./5.12.89	3
3) Besuch von Botschafter Keusch in Wien, 1.-4.12.1989	6
4) 45. Tagung der Vertragsparteien des GATT, Genf, 4./5.12.89	8
5) Besuch von Botschafter S. Batsanov, Chef der sowjetischen Delegation an der Abrüstungskonferenz in Genf, zu einem Gespräch über chemische Abrüstung in Bern	10
6) KSZE: Expertensitzung der vier Neutralen auf Schloss Wolfsberg	11
7) XXe Congrès mondial de l'Union postale universelle (UPU) à Washington	12
8) CERN, LEP-Einweihung vom 13. November 1989 in Genf	14

Suppression de l'armée : votation du 26 novembre

Une consultation auprès de nos missions a donné les résultats suivants. La votation sur ce sujet a suscité quelques rares observations parmi les autorités des pays industrialisés. Elle a fait l'objet de quelques commentaires dans la presse de ces pays. Ailleurs, à deux exceptions près, cette question a rencontré l'indifférence.

Les commentaires se résument à ces trois points :

- Une consultation populaire sur un sujet aussi vital a surpris plusieurs observateurs et est considérée comme une extraordinaire démonstration de démocratie.
- Surprise aussi face au score réalisé par les partisans de l'initiative.
- Satisfaction de voir la Suisse conserver son armée et sa position dans le contexte de la sécurité en Europe.

Réunion du Comité d'Aide au Développement de l'OCDE,
Paris, 4./5.12.89

L'ambassadeur F.R. Staehelin, Directeur de la DDA et l'Ambassadeur P-L. Girard, Délégué aux accords commerciaux, ont représenté la Suisse à la Réunion à haut niveau du Comité d'Aide au Développement (CAD) de l'OCDE qui s'est tenue à Paris les 4 et 5 décembre 1989.

A l'approche d'une nouvelle décennie, la Réunion avait pour but d'adopter une déclaration énonçant les stratégies de développement des pays du CAD pour les années 1990, qui s'articulent autour de trois axes :

- soutenir une croissance économique durable
- promouvoir un développement participatif
- assurer le respect de l'environnement et ralentir l'accroissement démographique lorsqu'il menace un développement durable

Ces trois thèmes, précédés d'un débat général sur les besoins globaux en matière d'aide au développement, ont aussi été discutés au cours de la Réunion. Un dernier point ne figurant pas à l'ordre du jour a été abordé, relatif à l'assistance aux réformes en cours dans les pays de l'est, et les conséquences que cela pourrait entraîner sur l'aide aux pays du Tiers monde.

La déclaration approuvée est le fruit d'un travail de réflexion s'étendant sur plusieurs années, qui prend en compte l'expérience acquise au cours de la dernière décennie et la reconnaissance de la nouvelle dimension de problèmes globaux tels que l'environnement et la croissance démographique. La question du volume de l'aide a soulevé de vifs débats, suite à une initiative des pays nordiques et des Pays Bas de réaffirmer l'engagement des membres du CAD de consacrer 0,7% de leur PNB à l'aide publique au développement (APD), et d'accroître collectivement leur APD de dix milliards de dollars en termes réels d'ici 1992, comme premier pas vers l'objectif du 0,7%. Cette initiative a rencontré une opposition de plusieurs pays, dont la Suisse, et elle a finalement été rejetée. La Suisse a défendu sa position de refus de considérer des objectifs purement quantitatifs, sans pour autant remettre en question sa volonté d'accroître régulièrement son APD, tant qualitativement que quantitativement. Pour la Suisse, tout objectif doit se baser sur une analyse des besoins, et le CAD pourrait jouer un rôle utile dans ce domaine.

Parmi les conditions les plus souvent mentionnées pour atteindre une croissance économique durable, on retrouve la nécessité des ajustements structurels, le respect des règles du marché et des politiques monétaires et budgétaires saines. Le rôle du secteur privé a été plusieurs fois souligné, en rappelant parallèlement la responsabilité des gouvernements des pays en développement de créer les conditions favorables pour la réussite des initiatives personnelles.

La Suisse a appuyé le principe d'un soutien institutionnel au gouvernement des pays où nous intervenons pour leur permettre d'aménager le cadre souhaité. Une participation de la population aux choix de société, à travers un processus démocratique, et le respect d'un état de droit qui redonne confiance aux agents économiques et les incite à investir, ont été considérés comme les conditions nécessaires d'une stabilité politique à long terme et d'un développement qui profite à toute la population.

L'association des bénéficiaires, tant au niveau des gouvernements que des populations directement concernées, aux programmes de développement a été considérée indispensable à la réussite d'un développement durable, intégré dans les structures nationales, susceptible de se poursuivre au-delà du retrait de l'assistance extérieure. C'est une approche plus difficile à appliquer, qui requiert plus de temps, mais l'expérience a montré que sans cette association des bénéficiaires et leur responsabilisation dans la gestion de l'aide, aucun progrès réel vers une autonomie n'est possible. Dans cet esprit, les participants ont souligné l'importance d'une meilleure intégration des femmes dans les activités de développement, et le rôle positif que peuvent jouer les organisations non gouvernementales. La Suisse a indiqué qu'elle partageait entièrement ces idées, et qu'elle attachait une grande importance à la mise en valeur des ressources humaines. Son soutien dans ce domaine se concrétise à travers de nombreux projets d'éducation, de formation professionnelle et d'appui à des entreprises susceptibles de créer des places de travail stables. Les programmes de santé contribuent aussi à cet objectif en diminuant les causes de maladies empêchant les gens de travailler et d'être indépendants économiquement.

Tous les participants ont reconnu l'importance cruciale des problèmes de l'environnement, surtout dans une perspective de développement soutenable à long terme. Ils ont toutefois distingué les problèmes globaux (couche d'ozone, réchauffement de l'atmosphère,...) des problèmes régionaux ou nationaux, qui appellent une approche différente. La perception des problèmes de l'environnement est grandissante aussi dans les pays en développement, mais elle se concentre sur d'autres aspects que ceux qui préoccupent les pays industrialisés. Les membres du CAD ont admis qu'ils devaient plus s'intéresser à l'environnement du point de vue des pays du Tiers monde, et les aider à mettre en oeuvre des politiques résolvant leurs problèmes immédiats (reboisement, récupération de sols, qualité de l'eau) s'ils voulaient que ces pays adoptent des politiques ne portant pas atteinte à l'environnement global. Plusieurs délégations ont aussi souligné que, pour être crédibles, nos recommandations aux pays en développement devaient avant tout être appliquées par les pays industrialisés, et que nous devrions promouvoir nos idées par l'exemple. La Suisse a encouragé ce souci de cohérence, en ajoutant qu'il ne s'appliquait pas uniquement aux problèmes de l'environnement, mais valait aussi bien pour l'ensemble de nos politiques économiques et commerciales.

Concernant l'aide à la Pologne et à la Hongrie, tout le monde s'est accordé pour soutenir les réformes en cours dans les pays de l'est, la question étant de savoir si ce soutien serait additionnel aux efforts déjà consentis pour les pays en développement "traditionnels", ou si l'on assisterait à une diversion de l'aide. La Suisse, soutenue par plusieurs pays, s'est prononcée en faveur d'une aide séparée et additionnelle, non comptabilisée dans l'APD, tandis que d'autres pays, pour des raisons budgétaires ou institutionnelles, ne pouvaient s'engager à ne pas réaffecter des crédits initialement prévus pour les pays du Tiers monde en faveur des pays de l'est. Aucun consensus n'ayant été atteint, la question sera poursuivie au sein du CAD.

Besuch von Botschafter Keusch
in Wien, 1. - 4. 12.1989

Beim Besuch von Botschafter Keusch (KJP) im Internationalen Zentrum Wien handelte es sich um den ersten Besuch eines Direktors der DIO seit der Gründung dieses Zentrums im Jahre 1979. Die Kontaktnahme von KJP mit den in Wien ansässigen UNO-Institutionen sollte die Bedeutung unterstreichen, welche die Schweiz den am dritten UNO-Sitz behandelten Fragen zumisst. Mit folgenden Personen führte KJP in Begleitung von Botschafter Vettovaglia Gespräche:

1. Frau Anstee (A), Generaldirektorin des Büros der Vereinten Nationen in Wien (UNOV)

Das Gespräch war insbesondere dem Drogenbereich gewidmet. Hinsichtlich der für Februar 1990 geplanten Sondersession der UNO-Generalversammlung zu diesem Thema zeigte sich A enttäuscht über die Unkenntnis der Staatsvertreter in New York über das bisher schon Geleistete: internationale Strategie zur Bekämpfung des Drogenmissbrauchs 1981, Ministerkonferenz in Wien 1987, Uebereinkommen gegen den illegalen Drogenhandel 1988 etc. A wies auf den Graben hin, welcher zwischen den schon bestehenden Aufgaben der UNOV im Drogenbereich sowie den zur Verfügung stehenden Mitteln besteht.

Was die übrigen Tätigkeitsbereiche der UNOV anbelangt, kamen die drei der Jugend, dem Alter und den Behinderten gewidmeten Fonds zur Sprache. A betonte ihre Bemühungen, in Wien die Gesamtheit der UNO-Aktivitäten auf dem Gebiet der sozialen Entwicklung zusammenzufassen.

2. Herrn Beachner (B), Stellvertretender Exekutivdirektor des Fonds der Vereinten Nationen zur Bekämpfung des Drogenmissbrauchs (UNFDAC)

Beim UNFDAC handelt es sich um die einzige UNO-Institution, welche sich im Kampf gegen den Drogenmissbrauch operationell betätigt. Die Schweiz gehört mit jährlich 1 Mio Sfr. ab 1990 zu den hauptsächlichen Beitragszahlern. Wie B betonte, stehen die dem Fonds zur Verfügung stehenden Mittel jedoch in keinem Verhältnis zu der riesigen Aufgabe, die es zu bewältigen gilt.

3. Herr Juppin de Fondaumière (J), Stellvertretender Direktor der Suchtstoffabteilung (DND)

J beglückwünschte die Schweiz zur Unterzeichnung des Uebereinkommens von 1988 gegen den illegalen Drogenhandel. Auch er betonte die Mittelknappheit, unter welcher seine Abteilung leidet. Die DND ist zur Zeit daran, einen Aktions- und Koordinationsplan auszuarbeiten, welcher auf den folgenden Elementen beruht: Kontrolle der legalen Suchtstoffproduktion, Verminderung der Nachfrage, Behandlung der Süchtigen, Verminderung des Angebots, Kampf gegen den illegalen Drogenhandel. Dieser Plan soll der Betäubungsmittelkommission des ECOSOC im Januar 1990 und der UNO-Sondergeneralversammlung im Februar 1990 vorgelegt werden.

4. Herr Faoro, Stellvertretender Generaldirektor der UNIDO

Zur Sprache kamen unter anderem der Mangel der Organisation an Büroräumlichkeiten sowie die Frage der Reorganisation der UNIDO. Um auf diesem Gebiet - insbesondere hinsichtlich der Anzahl der Stellvertretenden Generaldirektoren sowie deren Anspruch, eine Abteilung zu führen - Fortschritte zu erzielen, müssen sich die Mitgliedstaaten einig werden.

5. Herr Blix (B), Generaldirektor der AIEA

B hielt fest, dass nach 5 Jahren Nullwachstum die Agentur kaum mehr in der Lage ist, ihre statutarischen Aufgaben zu erfüllen. In allgemeiner Hinsicht glaubt B weder an die Möglichkeit, den weltweiten Energiekonsum zu vermindern, noch an eine rasche Entwicklung der erneuerbaren Energiequellen. Es gelte nun, die Risiken verschiedener Energieträger gegeneinander abzuwägen.

6. Herr Giacomelli (G), Stellvertretender Generalsekretär des Hilfswerkes der Vereinten Nationen für Palästina-Flüchtlinge im Nahen Osten (UNRWA)

KJP verdankte den von der UNRWA vor kurzem an die Hauptbeitragszahler gerichteten Appell, alles zu unternehmen, um die Befreiung der beiden im Libanon entführten Schweizer IKRK-Delegierten zu erreichen. G wies auf die schwierige finanzielle Situation des Hilfswerkes hin, welche insbesondere auf einer Kürzung des Beitrages der USA beruht. Budgetkürzungen werden unvermeidlich sein. Hinsichtlich der politischen Situation meinte G, dass es immer schwieriger würde, einen Ausgleich zwischen den israelischen Behörden und den Palästinensern der besetzten Gebiete, ohne die PLO zu vergessen, zu finden.

45. Tagung der Vertragsparteien des GATT, Genf, 4./5.12.1989

Die 45. Tagung der VERTRAGSPARTEIEN des GATT fand am 4./5.12.1989 in Genf statt. Sie stand ganz im Zeichen der Uruguay-Verhandlungen, die innert Jahresfrist zum Abschluss gebracht werden sollen. Die meisten Delegationen hoben die Notwendigkeit eines substantiellen Resultats der Uruguay-Runde hervor, welches in allen Bereichen Ergebnisse bringen müsse, damit es für die Gesamtheit der Verhandlungspartner akzeptabel sein kann. Verschiedentlich wurde die Uruguay-Runde als letzte Chance hingestellt, um Unilateralismus unter Kontrolle zu halten und die Desintegration des multilateralen Systems in regionale Blöcke aufzuhalten. Die schweizerische Delegation unter der Leitung von Botschafter David de Pury konzentrierte sich in ihrer Erklärung auf die - positiven und negativen - Faktoren, welche die aktuelle Entwicklung des Handelssystems bestimmen (autonome Liberalisierung in vielen Ländern, regionale Integration und Liberalisierung, makroökonomische Konvergenz einerseits; ungleiches Handelswachstum, Unilateralismus, regionale Blockbildung andererseits). Die Schweiz rief dazu auf, die Chance der Uruguay-Runde zur Reform des Systems zu nutzen und die Integrationsbestrebungen der Entwicklungs- und osteuropäischen Länder zu unterstützen.

Bemerkenswert waren die Voten der osteuropäischen Vertragsparteien, die ihre Reformbestrebungen betonten und die westlichen Handelspartner zu Entgegenkommen und Konzessionen aufforderten.

Zum neuen Vorsitzenden der VERTRAGSPARTEIEN wurde Botschafter John Weekes (Kanada), zum neuen Präsidenten des GATT-Rates der Ständige Vertreter Brasiliens, Botschafter Rubens Ricupero bestellt.

Am Rande der Tagung wurden verschiedene informelle Kontakte gepflegt, insbesondere ein bilaterales Seminar mit dem japanischen Chefunterhaendler Ukawa (vor allem dem Landwirtschaftsproblem und den Verhandlungen ueber Dienstleistungen und dem geistigen Eigentumsschutz gewidmet) sowie ein plurilaterales Treffen aller EFTA- und ASEAN-Laender.

Das von der Schweiz praesidierte Nachtessen zwischen EFTA- und ASEAN-Staaten bezweckte, im Hinblick auf die Endphase der Uruguay-Runde den Boden fuer eine engere Zusammenarbeit zwischen diesen mittleren und kleineren, export-orientierten Handelsnationen zu legen. Die jungen, in raschem Strukturwandel begriffenen suedostasiatischen Laender betonten die politische Notwendigkeit, ihr Wirtschaftswachstum mittels verbessertem Marktzutritt im Norden (Landwirtschaft, tropische Produkte, Textilien) und groesserem Investitionszufluss sicherzustellen. Gleichzeitig wiesen sie auf die politischen Risiken abrupter Anpassungen ihrer "intellectual property"- und Investitionsregimes hin. Auf Seite der EFTA-Laender wurde deutlich die Notwendigkeit zum Ausdruck gebracht, Marktoeffnung (Landwirtschaft, z.T. Textilien) mit verbessertem geistigem Eigentumsschutz und offeneren Investitions- und Dienstleistungsbedingungen im Ausland abgelten zu koennen. Ein gemeinsames Interesse der EFTA- und ASEAN-Laender besteht an verbesserten multilateralen Regeln (Schutzklausel, Subventionen, Anti-Dumping-Disziplin). Es wurde beschlossen, die Zusammenarbeit zwischen EFTA und ASEAN in Genf zu intensivieren und auf eine regelmaessigere Basis zu stellen.

Bemerkung: Die Berichte ueber bilaterales Treffen Schweiz-Japan und Nachtessen EFTA-ASEAN folgen separat.

Besuch von Botschafter S. Batsanov, Chef der sowjetischen Delegation an der Abrüstungskonferenz in Genf, zu einem Gespräch über chemische Abrüstung in Bern

Am 7. Dezember 1989 empfing Frau M. von Grünigen, Leiterin der politischen Abteilung III, Botschafter S. Batsanov (B), Chef der sowjetischen Delegation an der Abrüstungskonferenz in Genf, zu einem Gespräch über chemische Abrüstung in Bern. Dem Treffen ging eine Unterredung mit Staatssekretär Jacobi voraus. Zweck dieses Besuches war ein gegenseitiger Meinungs austausch über den Stand der bi- und multilateralen Verhandlungen für ein umfassendes, weltweites und verifizierbares Verbot chemischer Waffen. Beide Seiten bekräftigten ihr Interesse an einem raschen Zustandekommen eines solchen Abkommens, was nach sowjetischer Einschätzung in den nächsten Jahren durchaus im Bereich des Möglichen liegt. Bis dahin müssten jedoch noch Verfahrensbestimmungen für Verdachtsinspektionen und ad hoc reviews (technische Kontrollen), Richtlinien für Chemikalienlisten sowie Direktiven für die Zusammensetzung des Exekutivrates erarbeitet werden. Im Laufe der Gespräche kam ausserdem klar zum Ausdruck, dass die Sowjetunion mehr Zusammenarbeit mit der Schweiz im Bereich der chemischen Abrüstung begrüssen würde. (B) würdigte in diesem Zusammenhang die bisherigen Bemühungen der Schweiz an der Abrüstungskonferenz und versprach, dass sich die Sowjetunion für eine verstärkte Mitwirkung von Beobachterstaaten in Genf einsetzen werde.

Zu den bilateralen Konsultationen mit den USA im Bereich C-Waffen-Abrüstung gab (B) der Hoffnung Ausdruck, dass am nächsten Gipfeltreffen im Juni 90 ein Abkommen über Erfassung und Vernichtung der C-Waffen-Bestände beider Länder unterschrieben werden kann. Er gab jedoch zu verstehen, die UdSSR lehne den Vorschlag von Präsident Bush ab, dass die USA nach Ablauf der im C-Waffen-Abkommen vorgesehenen zehnjährigen Vernichtungsperiode zwei Prozent ihres C-Waffen-Arsenals behalten könnte, bis alle C-Waffen-fähigen Staaten dem Abkommen beigetreten seien.

(B) sprach auch offen über die Schwierigkeiten seines Landes, Vernichtungsanlagen für chemische Waffen zu bauen. Als Nachwirkung von Tschernobyl sei die sowjetische Bevölkerung auf die Risiken von hochgiftigen Stoffen für Mensch und Umwelt äusserst sensibilisiert und verhindere derzeit mit Demonstrationen und Bürgerprotesten den Bau und Betrieb von Vernichtungsanlagen in der Sowjetunion. Die sowjetischen Experten zeigten sich jedoch zuversichtlich, dass mit Hilfe modernster westlicher Technologien für Abwasser- und Abluftreinigung die bestehenden politischen Probleme gelöst werden könnten.

KSZE: Expertensitzung der vier Neutralen auf Schloss Wolfsberg

Am 4./5. 12.89 fand auf Schloss Wolfsberg (TG) eine KSZE-Expertensitzung der vier neutralen Staaten statt. Das EDA war durch P. Widmer (Chef KSZE-Dienst), J.-D. Vigny (Leiter Dienst für Menschenrechte) und C. Altermatt (KSZE-Dienst) vertreten. Gastgeberin war die Schweiz, das Treffen wurde anlässlich der Zusammenkunft der vier neutralen Aussenminister in Yverdon (28.10.) beschlossen. Das Anliegen des informellen Treffens galt der menschlichen Dimension der KSZE.

Die Gespräche auf dem Wolfsberg verliefen erfolgreich: Bezüglich der Erarbeitung vertrauensbildender Massnahmen konnte Uebereinstimmung erzielt werden. Modalitäten sollen auf einem nächsten Treffen vor der 2. Konferenz über die menschliche Dimension der KSZE (Kopenhagen, Juni 1989) bereinigt werden. Der an der Konferenz von Paris eingebrachte Vorschlag der Schweiz bezüglich Beobachter bei Gerichtsverfahren soll aufrechterhalten werden. Der im Wiener Schlussdokument (1989) geschaffene Mechanismus in der menschlichen Dimension soll erweitert und ein allgemeines Beobachtungssystem geschaffen werden.

XXe Congrès mondial de l'Union postale universelle (UPU) à Washington

Le XXe Congrès mondial de l'UPU, qui se tient actuellement à Washington (13 novembre - 14 décembre) et auquel participe une délégation suisse sous la conduite du Directeur général des PTT Jean Clivaz, a réélu la Suisse au Conseil exécutif et au Conseil consultatif des études postales. Les résultats sont les suivants:

- Conseil exécutif : 154 bulletins valables. Quatre premiers élus: Japon 148, Brésil 142, Corée 141, Suisse 135. La Suisse est en outre première du groupe d'Europe occidentale. N'ont pas été élus, de ce groupe: l'Autriche, l'Espagne, le Portugal.

- Conseil consultatif : 155 bulletins valables. Cinq premiers élus: Japon 139, USA 135, France 131, RFA 130, Suisse 130.

Ce score très favorable de notre pays est sans doute dû au prestige dont jouit la Suisse à l'UPU, notamment en raison de la qualité de ses contributions à l'Union en général, à notre renonciation au remboursement des dettes de l'ancien régime financier de l'UPU (2,5 millions de francs) en particulier ainsi qu'à l'ensemble des propositions que notre pays a présenté dans le cadre des diverses commissions du Congrès. En outre, notre ressortissant Emile Burn, de la Direction générale des PTT, préside la "Commission générale" qui traite des décisions les plus importantes visant à rendre plus efficaces les services postaux publics pour leur permettre de faire face à la concurrence privée.

De plus, par vote unanime, le Congrès a marqué un tournant dans nos relations avec cette organisation, les tâches incombant à l'Etat dépositaire - que la Suisse était - ont été transférées aux organes de l'UPU.

Nous tenons à remercier les nombreux postes qui se sont engagés avec conviction pour l'obtention d'appuis réciproques pour le renouvellement des deux mandats suisses, contribuant ainsi aussi à cet excellent résultat.

CERN, LEP-Einweihung vom 13. November 1989 in Genf

Im Beisein hoher politischer und wissenschaftlicher Prominenz ist am 13. November 1989 am Europäischen Laboratorium für Teilchenphysik CERN in Meyrin bei Genf der neue, weltweit grösste Teilchenbeschleuniger LEP (Large Electron Positron Collider) offiziell eingeweiht worden. An der Feier nahmen unter anderem der schwedische König, Mitglieder des niederländischen und norwegischen Königshauses sowie der französische Staatspräsident Mitterrand teil. Die illustren Gäste wurden vom CERN-Generaldirektor und Nobelpreisträger Rubbia persönlich im Forschungszentrum empfangen. Die schweizerische Delegation stand unter der Führung von Bundespräsident Delamuraz.

Mit dem Bau des LEP wurde 1983 begonnen. In sechsjähriger Bauzeit konnte der 27 km lange Kreistunnel trotz Schwierigkeiten geologischer und arbeitspolitischer Art rechtzeitig für die Inbetriebnahme, die für den Sommer dieses Jahres geplant war, vollendet werden. Die Beschleunigeranlage allein (Tunnel und Maschine) kostete 1,3 Mia SFr., eine weitere halbe Milliarde kosteten die 4 Hauptexperimente L3 (mit schweizerischer Beteiligung), OPAL, DELPHI und ALEPH; diese Investition stammt indessen nicht aus dem CERN-Budget.

Bereits im August, wenige Tage nach Inbetriebnahme der neuen Anlage, konnten die erst seit einigen Jahren bekannten Z^0 - Teilchen in Massen produziert werden, ein Ereignis mit weltweitem Echo bei den Hochenergie- und Teilchenphysikern und ein grossartiger Erfolg europäischer Wissenschafts-Zusammenarbeit.

K. JACOBI



Referenznummer

Adresse für Telex-Druck

i.A.22.14.7.3.-CB/BRS

X

X

Presse et Info

1

wochentx

Informations hebdomadaires rapides no 50/89 du 11.12.89

Menschenrechte in Rumaenien

Fragestunde im Nationalrat vom 11.12.89 gab BRF Anlass - in Beantwortung einer Frage Sager zum Thema politische Verfolgungen in Rumaenien -, Intervention unserer Botschaft in Bukarest vom 8.12.89 zugunsten des rumaenischen Pfarrers Laszlo Toekés (T) bekanntzugeben. T, der sich aktiv fuer die Respektierung der Menschenrechte in Rumaenien einsetzt, geraet in seinem Heimatland zunehmend unter Druck. Nach unseren Informationen aus verlaesslichen schweizerischen Quellen (Bsp. 'Glaube in der 2. Welt'), kann derzeit eine direkte Gefaehrdung seiner persoenlichen Sicherheit nicht mehr ausgeschlossen werden. Jacobi.

////

Copie BRF JAC PB

NNNN

Datum: 11.12.89
Tel intern: 30 66

Visum:



1. A. 22.14.7.3

Interne Verteilerliste + dipl. VertretungenBetrifft: **IH + DP 50/89**

Departementsvorsteher		BRF
Dipl. Sekretär	Hr. Combernous	CD
pers. Mitarbeiterin	Frau Hanselmann	HMG
Generalsekretariat	Hr. Schaller	SRU
	Hr. Meier	MEF
Politischer Direktor, Staatssekretär	Hr. Jacobi	JAC
Sekretariat Staatssekretär	Hr. Kupfer	KU
Protokoll	Botschafter Dayer	DD
Politisches Sekretariat	Botschafter Ducrey	DY
Pol. Dok. Dienst, Kanzlei pol. Sekr.		W 338
KSZE-Dienst	Hr. Widmer	WI
Politische Sonderfragen	Minister von Arx	AX
Finanz- und Wirtschaftsdienst	Minister Lautenberg	LA
	Hr. Fivat	FIV
Pol. Abteilung I	Botschafter Staehelin	SIN
	Hr. Woker	WOK
	Hr. Jenni	JE
	Hr. Pardo	PR
Dienst Frankophonie	Hr. Kammer	KJF
Europarat	Hr. Richard	RA
Pol. Abteilung II	Botschafter Ruegg	RUE
	Hr. Chappuis	CFR
Sektion f. kons. Schutz	Hr. Duboulet	DC
Pol. Abteilung III	Botschafterin von Grünigen	GRN
Auslandschweizersekretariat	Minister Fetscherin	FN
Koord. Int. Flüchtlingspolitik	Botschafter Weiersmüller	WER
Fremde Interessen	Hr. Ghisler	GH
Direktion f. int. Organisationen	Botschafter Keusch	KJP
	Minister Erard	ER
	Minister Gyger	GWB
Sekt. UNO und int. Org.	Hr. Hofer	HER
Berater f. europ. Weltraumzusammenarbeit	Hr. Creola	CRE
Sekt. int. wissenschaftl. Angelegenheiten	Hr. Hofmann	HOF

Sektion für intern. Umweltangelegenheiten	Hr. Schmid	SCW
Sekt. f. kulturelle + UNESCO-Angelegenheiten	Frau Meier	MM
Sekr. der nat. schweiz. UNESCO-Kommission	Hr. Theurillat	TB
Direktion für Völkerrecht	Botschafter Krafft Minister Godet Minister von Däniken	KT GT VDF
Sektion Völkerrecht	Hr. Baumann	BWE
Sektion Entschädigungsabkommen	Hr. Bühler	BC
Sektion Staatsverträge	Hr. Rubin	RC
Sektion Landesgrenze- und Nachbarrecht	Hr. Dubois	DS
Sektion Verkehr Seeschiffahrtsamt Basel	Direktor Hulliger Stellvertr. Direktor Haenggi	HG
DVA	Botschafter Manz Frau Krieg	MA KRI
Sicherheitsbeauftragter	Hr. Iten	IT
Sekt. Rekr. + Ausb. des Personals	Hr. von Graffenried	GRP
Personalsektion	Hr. Brogini/Hr. Peter	BRO/PM
Sektion Buchhaltung und Informatik	Hr. Savoye	SAV
D. f. verw. rechtl. Angelegenheiten	Hr. Welte	WP
Sektion Bezüge und Zulagen Verwaltungsinspektorat	Hr. Bollinger Hr. Castelli	BOL CS
Kuriersektion	Hr. Schweizer	SRJ
Dir. f. Entw. Zusam. + hum. Hilfe	Botschafter Staehelin	SFR
Stellvertr. Direktor	Hr. Wilhelm	WM
Del. f. Katastrophenhilfe im Ausland	Hr. Rädorsdorf	RAE
Vizedirektor	Hr. Giovannini Hr. Dannecker	GI/ DAN
Informationsdienst	Hr. Beti	BEI
Multilaterale Angelegenheiten	Hr. Pasquier	PA
Sektion human. Nahrungsmittelhilfe	Frau Schelling R.	SGR
Forschung und Politik	Hr. Melzer	MEL
Integrationsbüro EDA/EVD	Botschafter Kellenberger	Ke
CH-91	Botschafter Vallon	VAL
Zentralstelle Gute Dienste	Hr. Bill	BH

+ Vertrauliche Umschläge:

- Hr. Loretan, Bundeshaus-West, W 134
- Seeschiffahrtsamt, Basel
- Botschafter Raymond Probst, Bern (durch Chauffeur zugestellt)

Per Kurier an die diplomatischen Vertretungen in:

Abidjan		Panama
Abu Dhabi		<u>Panmunjom</u>
Addis Abeba	Hamburg	Paris (3)
Akkra	Hanoi	Prag
Alger	Harare	Pretoria
Amman	Havanna	Quito
Amsterdam	Helsinki	Rabat
Ankara	Hong Kong	Rio de Janeiro
Antananarive	Houston	Rom
<u>Asuncion</u>	Islamabad	San Francisco
Athen	Istanbul	San José
Atlanta	Jakarta	Santiago de Chile
Bagdad	Johannesburg	Sao Paulo
Bangkok	Kairo	Singapur
Barcelona	Karachi	Sofia
Beijing	<u>Khartoum</u>	Stockholm
<u>Beirut</u> NIKOSIA	Kigali	Strassburg+Europarat
Belgrad	Kinshasa	Stuttgart
Berlin/BRD	Kopenhagen	Seoul
Berlin/DDR	Kuala Lumpur	Sydney
Bogota	Kuwait	Teheran + Fremde Interessen
Bombay	Lagos	Tel-Aviv
Bonn	La Paz	Tokio
Bordeaux	Lima	Toronto
Brasilia	Lissabon	Tripolis
Brüssel+Mission	London	Tunis
Budapest	Los Angeles	Vancouver
Buenos Aires	<u>Luanda</u>	Warschau
Bukarest	Luxembourg	Washington
Canberra	Lyon	Wellington
Caracas	Madrid	Wien
Chicago	Mailand	Yaoundé
Colombo	Manchester	Zagreb
<u>Conakry</u>	Manila	Riad
Dakar	<u>Maputo</u>	+ Mission permanente de la Suisse auprès des O.I., Wien
Damaskus	Marseille	
Dar es Salaam	Melbourne	
Den Haag	Mexiko	
Dhaka	Montreal	
Djeddah	Monrovia	
Dublin	Montevideo	
Düsseldorf	Moskau	
Frankfurt a/Main	München	
Genua	Nairobi	
Guatemala	New Delhi	
	New York, UNO+GK	
	Osaka	
	Oslo	
	Ottawa	

Diverse:

- Genf, OI
- R. Mantelli, BAWI
- Divisionär Petitpierre, EMD
- R. Probst, BE (ehem. Staatssekretär)
- interne Verteilerliste
- IH+DP